

## Mot de la présidente générale **NOUS SOMMES PRÊTS!**



Voici la toute première parution du nouveau bulletin *Info-Négo*, qui constituera un des moyens mis de l'avant par le SFPQ pour informer ses membres dans le cadre de la prochaine négociation. Un slogan, c'est fait pour inspirer nos actions. C'est pourquoi les pourparlers relatifs aux conventions collectives des fonctionnaires et des ouvriers se feront sous le thème : « Négocier autrement pour sortir gagnants ».

Nous voulons négocier autrement parce que nous souhaitons un blitz rapide avec l'employeur. Cela implique de limiter le nombre de nos revendications et de se concentrer sur nos priorités de négociation. Autrement aussi parce qu'on le fera en équipe, solidairement avec la force du nombre que représentent les 262 000 membres du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), sans exclure la possibilité d'élargir notre alliance avec d'autres syndicats. Cette négociation rapide et concise se veut une solution gagnante autant pour les travailleuses et les travailleurs de l'État que pour le gouvernement et la population en général.

Nous n'avons pas oublié l'injustice commise à notre endroit en décembre 2005 par le

gouvernement de Jean Charest. Le Parti libéral a imposé les conditions de travail à plus d'un demi-million d'employés de l'État, dont un gel des salaires de 27 mois. Pour arriver à ses fins, le gouvernement actuel a utilisé le bâillon et une loi spéciale.

Nous travaillons activement à préparer la prochaine négociation qui pourrait débuter dès ce printemps. Il faut être conscient que son résultat dépendra de notre volonté à s'engager collectivement et solidairement. Une tournée d'assemblées régionales s'est déroulée du 1er au 3 avril dernier. Les personnes dirigeantes de toutes les régions ont eu la chance de s'exprimer sur nos demandes syndicales. La prochaine étape du processus sera le Conseil de négociation du 10 au 12 juin prochain.

Il n'en tient qu'à nous d'agir dans chacun de nos milieux de travail afin de démontrer à l'Employeur que les travailleuses et les travailleurs du secteur public sont toujours debout, qu'ils sont plus déterminés que jamais et prêts à se faire entendre.

Solidairement,

**Lucie Martineau**  
Présidente générale

## Table sectorielle

# NOS REVENDICATIONS PRIORITAIRES

Lors de la rencontre du Conseil de négociation, le 27 mars dernier, les participantes et les participants ont entériné les quatre priorités de la prochaine négociation visant la fonction publique. Auparavant, ces priorités avaient été déterminées par le Bureau de coordination national (BCN-Négo) et présentées aux membres lors de la tournée d'assemblées générales, l'automne dernier. Voici ces quatre priorités :

### RÉMUNÉRATION

Pour le SFPQ, il ne fait aucun doute qu'une meilleure rémunération vient en tête de liste des revendications. Cette priorité devrait permettre, entre autres, la mise en place d'une structure salariale cohérente, d'appliquer les correctifs nécessaires aux échelles de traitements ainsi qu'à d'autres aspects de la rémunération.

### EMPLOIS

Seconde priorité : le maintien des emplois. Le gel de l'embauche et la politique de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux entraînent une surcharge de travail

alors que le recours à la sous-traitance coûte davantage à l'État.

### CARRIÈRE

Un réel cheminement de carrière pour les membres du SFPQ figure aussi parmi les priorités. Quand on parle d'attirer du sang neuf dans la fonction publique, il faut être en mesure de proposer un plan de carrière intéressant. Par ailleurs, il faut mettre un frein à la précarité grandissante des emplois dans la fonction publique, qui touche maintenant plus de 35 % des membres du SFPQ.

### LITIGES

Enfin, le processus d'arbitrage est devenu au fil du temps relativement lourd et coûteux

Photo : Nathalie Labonté



Conseil de négociation du 27 mars dernier à Québec.

pour les parties. Il devient donc impératif d'accélérer le traitement des litiges devant un arbitre, et ce, dans le but ultime d'éviter que l'employeur n'en tire profit en perpétuant le non-respect des conventions collectives. Cela augmentera l'efficacité du système et engendrera plusieurs effets bénéfiques sur le climat et les relations de travail.

## Création d'une vaste coalition syndicale DU JAMAIS VU EN 30 ANS!

À l'aube de cette prochaine négociation avec le même gouvernement libéral qui a décrété les conditions de travail de ses employées et employés, il est nécessaire, plus que jamais, de s'unir. Il faut lutter ensemble pour la préservation des services publics, pour la récupération pleine et entière du droit de négocier et pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) est une importante force syn-

dicale, la plus représentative du personnel travaillant dans les services publics. Il regroupe plus de 262 000 membres issus de cinq organisations syndicales (APTS, CSQ, FIQ, SFPQ et SPGQ). Cette union permettra d'affronter le gouvernement du Québec et de porter, d'une seule voix, les revendications des membres qui la composent.

Les discussions se poursuivent avec les représentantes et les représentants de la CSN et de la FTQ, afin de réunir à la même

table de négociation tout le personnel du secteur public québécois. Une entente visant à former une plus vaste coalition est souhaitée par le SFPQ. On parlera alors d'un regroupement d'environ 450 000 employés de l'État québécois, oeuvrant dans les secteurs de la santé et de l'éducation et de la fonction publique.

En unissant leurs forces, les différents syndicats seront en mesure de faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir de meilleures conditions de travail pour leurs membres, mais également afin d'assurer la pérennité et la qualité de services publics pour toutes les Québécoises et tous les Québécois.

InterSectoriel



## DES ENJEUX QUI CONCERNENT TOUTE LA SOCIÉTÉ

À la table de négociation intersectorielle, trois enjeux seront au cœur des discussions : le salaire, le régime de retraite et les droits parentaux. Pour les organisations syndicales membres du SISP, il n'était pas question d'avoir une « liste d'épicerie » trop longue. « Dans le but d'accroître notre rapport de force, nos revendications se devaient aussi d'avoir une résonance dans l'opinion publique, estime Christian Daigle, vice-président responsable de la négociation au SFPQ. Il faut apporter des solutions à des problèmes connus du grand public. »

### SALAIRE

Après de nombreuses années de gel, le retard salarial des employés et des employées du secteur public, par rapport aux autres salariés québécois, est estimé à 7,7 % en 2008 par l'Institut de la statistique du Québec. « Bien que nous soyons dans un contexte économique difficile, nous croyons que la reprise sera au rendez-vous en 2010 lorsque les nouvelles conventions entreront en vigueur, poursuit Christian Daigle. Voilà pourquoi nous visons l'indexation des salaires au coût de la vie. Nous avons la conviction que cette majoration salariale des quelque 450 000 employés contribuera directement à la relance économique du Québec. »

### RETRAITE

Dans cette négociation, les organisations membres du SISP visent une meilleure sécurité du régime de retraite ainsi qu'une plus grande stabilité du taux de cotisation. « Nous souhaitons aussi l'indexation du régime de retraite pour les années cotisées entre 1982 et 1999, ajoute le représentant du SFPQ, tout en minimisant l'impact sur les cotisations des membres. » Enfin, puisque plusieurs travailleuses et travailleurs désirent conserver leur emploi après 35 ans de services, un déplaçonnement du régime permettrait à ces derniers de cotiser plus long-

temps et d'avoir une rente supérieure à 70 % de leur salaire, sans impact négatif sur les coûts du régime.

### DROITS PARENTAUX

À la suite de la mise en place du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), le SISP tentera d'harmoniser l'application de la loi du RQAP aux différentes conventions collectives. « De plus, nous demandons au gouvernement d'adopter une loi-cadre concernant la conciliation travail-famille. Ainsi, celle-ci pourrait bénéficier à toutes les travailleuses et travailleurs du Québec.



Réjean Parent (CSQ), Dominique Verreault (APTS), Lina Bonamie (FIQ), Lucie Martineau (SFPQ) et Gilles Dussault (SPGQ)

Photo: Marie-Chantal Le Breton

